

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN
EAU DU MORBIHAN

DATE DE CONVOCATION : 16/03/2023			
Nombre de délégués en exercice	Présents	Absents	Pouvoirs
62	38	15	9

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU COMITÉ SYNDICAL

L'an deux mille vingt trois, le vingt quatre mars, le Comité Syndical de Eau du Morbihan, dûment convoqué, s'est réuni à Vannes, sous la présidence de Monsieur Dominique RIGUIDEL, Président de Eau du Morbihan.

Étaient présents :

Madame Annie AUDIC. Monsieur Daniel AUDIO. Madame Marie-Claire BONHOMME. Monsieur André BOUDART. Monsieur Maurice BRAUD. Monsieur Serge BUCHET. Monsieur Jacky CHAUVIN. Monsieur Yannick CHESNAIS. Monsieur Jean-Luc CHIFFOLEAU. Monsieur Jean-Claude COUDE. Monsieur Vincent COWET. Monsieur Paul COZIC. Monsieur Michel CRIAUD. Monsieur Thierry EVENO. Monsieur Roland GASTINE. Monsieur Jean-Paul GAUTIER. Madame Françoise GUILLERM. Monsieur Didier GUILLOTIN. Madame Diane HINGRAY. Monsieur Freddy JAHIER. Monsieur Hugues JEHANNO. Monsieur Bruno LE BORGNE. Monsieur Yannick LE BORGNE. Monsieur Bernard LE BRETON. Monsieur Pascal LE JEAN. Monsieur Loïc LE PEN. Monsieur Jean-Pierre LE PONNER. Monsieur Gérard LE ROY. Monsieur Daniel MANENC. Madame Claire MASSON. Monsieur François-Denis MOUHAOU. Monsieur Maurice POUILLAUDE. Monsieur Jérôme REGNIER. Monsieur Dominique RIGUIDEL. Monsieur Benoît ROLLAND. Monsieur Stéphane SANCHEZ. Monsieur Jean-Charles SENTIER. Monsieur André TEXIER

Avaient donné pouvoir :

Madame Martine AUFFRET. Monsieur Denis BERTHOLOM. Monsieur Bruno GOASMAT. Monsieur Raymond HOUËIX. Monsieur Denis L'ANGE. Monsieur Anthony ONNO. Madame Martine PARE. Monsieur David ROBO. Monsieur Yann YHUEL

Étaient excusés :

Monsieur Patrick BEILLON. Monsieur Dominique CHAUMORCEL. Monsieur Alain DE CHABANNES. Monsieur Jean-Luc EVEN. Madame Pascale GILLET. Monsieur Tibault GROLLEMUND. Madame Annaïck HUCHET. Monsieur Yves HUTTER. Monsieur Ronan LE DELEZIR. Monsieur René LE MOULLEC. Monsieur Denis LE RALLE. Madame Christine MANHES. Monsieur Joël MARIVAIN. Monsieur Yves THIEC. Monsieur Franck VALLEIN

Secrétaire de séance : Monsieur Bernard LE BRETON

Les présents formant la majorité des membres en exercice, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

.../...

CS_2023_026 - Convention de fourniture d'eau par Eau du Morbihan à la base de Défense Vannes - camp de Coëtquidan

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la convention de fourniture d'eau par Eau du Morbihan à la base de Défense de Vannes-Coëtquidan signée en juillet 2012 et arrivée à échéance ;

Vu le projet de convention de fourniture d'eau par Eau du Morbihan à la base de Défense de Vannes-Coëtquidan ;

Vu le rapport du Président ;

Le Comité Syndical après en avoir délibéré, décide :

- d'approuver le projet de convention de fourniture d'eau par Eau du Morbihan à la base de Défense de Vannes-Coëtquidan ;*
- d'autoriser le Président ou son représentant à finaliser et signer la convention de fourniture d'eau par Eau du Morbihan à la base de Défense de Vannes-Coëtquidan, et tous les actes y afférents.*

Fait et délibéré à Vannes, le 24 mars 2023

(au registre suivent les signatures)

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Dominique RIGUIDEL



DÉTAIL DU VOTE

POUR	47
CONTRE	0
ABSTENTION	0
NE PARTICIPE PAS	0

Département du Morbihan

**Convention de fourniture
d'eau par Eau du Morbihan
à la Base de Défense de
Vannes-Coëtquidan (56)**

PROJET

Il a été convenu entre :

Le Groupement de Soutien de la Base de Défense de Vannes - Coëtquidan (56), représentée par Guillaume DUVERGER, désigné ci-après « **la Base** », en tant qu'acheteur d'eau,

L'Etablissement de Service Infrastructure de la Défense de Rennes (35), représenté par l'IG2C Philippe VERGEZ, désigné ci-après « **l'Exploitant du réseau de la Base** »,

et

Eau du Morbihan, représenté par son Président, Monsieur Dominique RIGUIDEL, autorisé à la signature de la présente convention par délibération de l'assemblée délibérante en date du XXXXXXXXXXXX, désignée ci-après « **le Syndicat** », vendeur,

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques, administratives et financières de la fourniture d'eau potable entre la Base, l'Exploitant du réseau de la Base et le Syndicat.

L'Exploitant du réseau de la Base et le Syndicat ont des capacités de production respectives propres suffisantes en temps normal.

Il s'agit donc d'une convention de vente d'eau de secours.

2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2022.

Elle est conclue pour une durée de 5 ans.

A son expiration, elle sera reconduite tacitement par période de 1 an pendant une durée maximale de 5 ans.

3 - INVESTISSEMENTS A REALISER

Sans objet

4 - ORIGINE DE LA PRODUCTION DE L'ALIMENTATION EN SECOURS

Descriptif patrimonial de production du Syndicat :

L'usine de La Lande d'une capacité de 125m³/h, dûment autorisée par arrêté préfectoral du 10/05/2012 au titre du Code de la Santé Publique et par arrêté inter préfectoral du 04/05/2012 au titre du Code de l'Environnement, participe très largement à la couverture des besoins du secteur de Guer et Beignon. D'autres usines sont sollicitées pour compléter les besoins.

5 - POINTS DE LIVRAISON ET SYSTEMES DE COMPTAGE

Les points de livraison d'eau entre la Base et le Syndicat sont les suivants :

POINTS DE VENTE D'EAU A LA BASE PAR LE SYNDICAT

	Lieu	Libellé du schéma
N°56 226-P-004	Compteur sur conduite	CV Secours Beignon → Camp
N°56 226-P-007	Compteur au pied du réservoir 1000m ³ référencé 0463 – Camp de Coëtquidan – faisant l'objet d'une AOT du 29/09/2020	CV Distribution Camp Sanitaire – secours

Les points de livraison d'eau sont localisés sur un schéma joint en annexe.

A noter qu'il existe trois autres points de livraison potentiels qui ne seront pas sollicités. Aucune manœuvre sur ces trois points ne devra être effectuée. Ils figurent également sur le schéma joint en annexe.

	Lieu	Libellé du schéma
N°56 226-E-003	Sur conduite	CV Secours Camp → Beignon
N°56 226-E-004	Compteur horaire des reprises du réservoir au sol 2*500m ³ référencé 0464 vers le réservoir 1000m ³ référencé 0463 – Camp de Coëtquidan	Reprise
N°56 226-P-006	Compteur au pied du réservoir 1000m ³ référencé 0463 – Camp de Coëtquidan – faisant l'objet d'une AOT initiale du 7 juin 2010	

6 - PROPRIETE, ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DES OUVRAGES D'INTERCONNEXION

POINTS DE VENTE D'EAU A LA BASE PAR LE SYNDICAT

	Propriété	Entretien	Renouvellement
N°56 226-P-004	Compteur sur conduite de la propriété du Syndicat – conduite en amont du système de comptage de la propriété du	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat

Convention de vente d'eau

	Syndicat et conduite en aval de de l'Exploitant du réseau de la Base	Conduite en aval à la charge de de l'Exploitant du réseau de la Base	Conduite en aval à la charge de de l'Exploitant du réseau de la Base
N°56 226-P-007	Compteur au pied du réservoir 1000m ³ référencé 0463 Réservoir 1000m ³ faisant l'objet d'une AOT, compteur compris	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat Conduite en aval à la charge de de l'Exploitant du réseau de la Base	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat Conduite en aval à la charge de l'Exploitant du réseau de la Base

La propriété, l'entretien et le renouvellement des points de livraison d'eau sont définis dans les tableaux ci-dessus.

Le Syndicat se réserve la possibilité de compléter l'équipement des points de livraison par la mise en place de dispositifs :

- de contrôle de débit instantané
- de contrôle de la pression
- de protection contre les retours d'eau
- de limitation du débit
- de régulation de pression
- de télégestion

7 - RELEVES DES COMPTEURS

Les relevés des index des compteurs de livraison sont réalisés de façon contradictoire une fois par an par les représentants du Syndicat ou son exploitant et de l'Exploitant du réseau de la Base.

En cas de panne ou d'irrégularité dans le fonctionnement du compteur, la fourniture sera évaluée comme étant la consommation moyenne des trois années antérieures pour la période correspondante, faute d'estimation plus précise et validée par les deux parties.

8 - VERIFICATION DES COMPTEURS

Les compteurs de livraison d'eau sont étalonnés au moins tous les 6 ans. Les résultats d'étalonnage sont portés à la connaissance des deux autres parties.

Les représentants des trois parties (et l'exploitant éventuel du Syndicat) peuvent accéder à tout moment aux compteurs. En revanche, ils ne sont pas autorisés à intervenir sur les installations dont l'entretien et le renouvellement ne leur incombent pas.

Ils peuvent demander la vérification de leur bon fonctionnement, en particulier leur étalonnage. Si le compteur fonctionne dans les conditions prévues par le constructeur, les frais entraînés par la vérification sont à la charge du demandeur. Dans le cas contraire, ils sont à la charge de la partie (ou de son exploitant éventuel) en charge de l'entretien. Si la non-conformité d'un compteur est constatée, la réparation ou le remplacement sont réalisées en fonction des clauses de la présente convention.

9 - QUALITE DE L'EAU

La qualité de l'eau livrée doit être au point de livraison et à tout moment, conforme aux limites et références définies par le Code de la Santé Publique.

Les résultats d'analyse sont fournis aux deux parties qui ne les réalisent pas.

Les prélèvements et les analyses sont exécutés aux frais du Syndicat, sauf souhait express des autres parties.

Il revient à l'Exploitant du réseau de la Base de s'assurer que les limites et références de qualité visées ci-dessus restent respectées sur son réseau de distribution et de mettre en œuvre les dispositions nécessaires.

10 - QUANTITE D'EAU

Point de livraison	Diamètre du compteur en mm	Débit journalier en m ³ /jour		Débit instantané en m ³ /heure	
		Mini	Maxi	Mini	Maxi
CV Secours Beignon → Camp	DN 100		500		60
CV Distribution Camp Sanitaire – secours	DN 150 (à remplacer par DN 80)		300		60

11 - PRESSION

Les pressions seront définies par la hauteur des ouvrages. Il n'y a donc pas de condition particulière.

12 - MODIFICATIONS DES CONDITIONS DE LIVRAISON

Les trois parties (et l'exploitant éventuel du Syndicat) ont un devoir mutuel d'information immédiate de toute modification significative des conditions de livraison (qualité, quantité et pression). Le Syndicat ou son exploitant éventuel se doit d'informer sans délai l'Exploitant du réseau de la Base et la Base de tout dépassement des limites ou références de qualité, ainsi que de tout incident constaté ou de toute difficulté prévisible susceptible d'être rencontrée pouvant avoir une incidence sur la qualité ou la quantité de l'eau fournie.

Sauf en cas de force majeure, l'Exploitant du réseau de la Base et la Base seront prévenus au moins 36 heures avant tout arrêt momentané de livraison.

13 - SITUATIONS DE CRISE

En cas d'obligation de restrictions de livraison par suite d'une pollution accidentelle d'une ressource, une rupture importante sur les moyens d'amenée (conduite ou pompe) ou un cas de force majeure (par exemple, interruption de la livraison d'énergie électrique), le Syndicat s'engage à appliquer à l'Exploitant du réseau de la Base les mêmes dispositions qu'il appliquera à ses propres usagers.

14 - MODALITES PRATIQUES DE LIVRAISON

S'agissant d'une convention de vente d'eau de secours, il n'y a aucun engagement d'achat d'eau par le Syndicat et par la Base. Néanmoins, dans un souci de garantir l'approvisionnement en qualité et en quantité, un délai de prévenance est à respecter de la part de l'Exploitant du réseau de la Base et/ou la Base, délai minimum fixé à 36 heures pour des besoins programmés ou prévisibles (interventions programmées sur l'usine de production ou le forage, lavage de réservoirs, purges, baisse du niveau d'eau dans les forages, dégradation progressive de l'eau, essais pour les poteaux incendies...).

Dans le cas imprévu d'un incident technique majeur bloquant la production, de pollution ou de pénuries d'eau affectant la ressource en eau brute, le Syndicat s'engage à fournir de l'eau dans les conditions décrites aux paragraphes 10 et 11 le plus rapidement possible et dans un délai maximal de 4 heures. Ainsi, le Syndicat ne pourra être tenu responsable d'un problème d'approvisionnement dans un délai inférieur à 4 heures.

15 - TARIF DE VENTE DE L'EAU

Le tarif de vente d'eau en gros est fixé à 0,66 € HT/m³ pour l'exercice 2022.

Le tarif de vente d'eau en gros est fixé à 0,70 € HT/m³ pour l'exercice 2023.

Ce tarif est fixé chaque année par le Syndicat. Il sera communiqué à la Base dans le mois qui suit sa fixation.

A cette part s'ajoutent la TVA et pourrait s'ajouter toute autre nouvelle redevance liée à la production de l'eau.

*Convention de vente d'eau***16 - FACTURATION**

Les compteurs étant relevés mensuellement, la facturation aura lieu trimestriellement. La facture sera émise aux mois d'avril, juillet, octobre et de janvier par le Syndicat et sera payée par la Base dans un délai de 30 jours. Les index du compteur et les dates des relevés devront figurer sur la facture afin de permettre le contrôle des quantités facturées. Cette facture sera déposée sur la plateforme Chorus avec les numéros de référence ci-dessous :

SIREN	SIRET	Code service	N° engagement juridique
110002011	00044	D0410U5035	2201201033

Les factures seront adressées à :

PFAF-CO
Bureau finances
Quartier FOCH
35998 RENNES CEDEX 9

Une copie de la facture sera adressée :

GSBdD de Vannes-Coëtquidan
Service Achats-Finances
56381 GUER CEDEX

Le comptable assignataire est :

Monsieur le trésorier payeur général du Finistère
Direction Départementale des Finances Publiques
4, square Marc Sangnier
CS 92839
29228 BREST Cedex

Le règlement financier des sommes dues donne lieu à l'établissement d'un virement administratif. La facture sera émise à terme échu.

17 - MODALITES DE REPARTITION DES CHARGES D'INVESTISSEMENT

Sans objet.

18 - REVISION DE LA CONVENTION

Chacune des parties est fondée à demander la révision de la présente convention dans le cas où les conditions de production ou de fourniture d'eau seraient modifiées de façon substantielle.

19 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée par l'une des parties avec un préavis minimum de 1 an.

*Convention de vente d'eau***20 - LITIGES**

Les litiges et contestations concernant l'application de la présente convention sont du ressort du tribunal compétent.

Toutefois, avant de lancer une procédure contentieuse, les parties à la convention s'engagent à les soumettre à l'arbitrage d'un expert compétent.

Date :	Date :	Date :
Représentant de la Base - Groupement de Soutien de la Base de Défense de Vannes - Coëtquidan (56)	Représentant de l'Exploitant du réseau de la Base - Etablissement de Service Infrastructure de la Défense de Rennes (35)	Représentant du Syndicat - Eau de Morbihan
Signature et tampon :	Signature et tampon :	Signature et tampon :

ANNEXES

- Schémas des points de livraison (à priori 56226-P-004 et 56226-P-007)
- Schéma des autres points de livraison non sollicités
- Copie du schéma de l'AOT initiale du 7 juin 2010
- Coordonnées des différentes parties

PROJET